

Reynders et l'inconfortable Europalia Turquie

A peine clos le dossier arménien, où le MR a imprimé sa ligne flottante, une nouvelle difficulté se dessine à l'approche d'Europalia Turquie, en octobre prochain : l'entrée en guerre de la Turquie, qui ne se contente pas de combattre – enfin – l'Etat islamique, mais qui tape aussi beaucoup sur les Kurdes du PKK. Que va faire le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR) ? Son tropisme turc a crû au rythme de ses ambitions internationales. Jusqu'à ce que Christine Lagarde annonce qu'elle rempilerait bien à la tête du FMI en juillet 2016, le bruit courait que notre libéral s'y serait bien vu et que le soutien de la Turquie, chef de file de l'Organisation de la conférence islamique et pilier de l'Otan, lui était indispensable. Après l'attentat de l'EI contre la ville frontalière de Suruç, en Turquie, le 21 juillet, Didier Reynders a exprimé sa solidarité avec les autorités et le peuple turc. Mais Ankara n'a pas vraiment le sens de la mesure... En 1995, déjà, un projet Europalia Turquie avait été annulé pour cause de violations répétées des droits de l'homme et manque de diversité culturelle de la part d'Ankara, notamment à l'égard des... Kurdes. **M.-C. R.**